

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 21 octobre 2024**

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt et un du mois d'Octobre à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

| | | | |
|-------------------------------------|----|-----------------------|------------|
| Nombre de conseillers en exercice : | 23 | Date de convocation : | 16/10/2024 |
| Présents : | 18 | Date de publication | 23/10/2024 |
| Votants : | 21 | | |

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Michel LAURENT – M Yves SERVANGE – Mme Christelle COURTHIAL – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN – Mme Virginie CHRISTOPHE – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Andrée VACHER – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Véronique BOUCHARD

Absents : Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX donne procuration à Mme Virginie CHRISTOPHE – M Guy DURAND - M Gilles DENIS donne procuration à M Bernard JULLIEN – M Ludovic HIRTH donne procuration à Mme Marie DALMAS – Mme Vanessa DEVAUX

Secrétaire : M Jean-Louis CIANFARANI

| | | |
|-------|--|--|
| N° 06 | <u>Délibération n° 2024-071</u> | Liste des emplois ouvrant droit à logement de fonctions |
|-------|--|--|

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 721-1 à L. 721-3 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles R.2124-64 à D.2124-75-1,
Vu le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement,
Vu l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R.2124-72 et R.4121-3-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Considérant ce qui suit :

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, un logement de fonction peut être attribué :

➤ Pour nécessité absolue de service :

Ce dispositif est réservé :

- Aux agents qui ne peuvent accomplir normalement leur service sans être logés sur leur lieu de travail ou à proximité notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité,
- À certains emplois fonctionnels (DGS de communes de plus de 5000 habitants ou d'EPCI de plus de 20000 habitants, ou DGA de communes ou EPCI de plus de 80000 habitants),
- À un collaborateur de cabinet (de communes ou EPCI de plus de 80000 habitants).

Chaque concession de logement est octroyée à titre gratuit.

Toutes les charges courantes liées au logement de fonction (eau, électricité, chauffage, gaz, assurance habitation, travaux d'entretien courant et menues réparations, taxe d'habitation,...) sont acquittées par l'agent.

➤ Pour occupation précaire avec astreinte :

Ce dispositif est réservé aux emplois tenus d'accomplir un service d'astreinte et qui ne remplissent pas les conditions ouvrant droit à la concession d'un logement pour nécessité absolue de service.

Chaque concession de logement est octroyée à titre onéreux (50 % de la valeur locative – la redevance n'est plus modulable).

Toutes les charges courantes liées au logement de fonction (eau, électricité, chauffage, gaz, assurance habitation, travaux d'entretien courant et menues réparations, taxe d'habitation, ...) sont acquittées par l'agent.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de fixer par délibération, la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué à titre gratuit ou moyennant une redevance, en raison des contraintes liées à leur fonction.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- ✚ **FIXE** la liste des emplois pour lesquels un logement de fonctions peut être attribué selon le dispositif suivant :

Convention d'occupation précaire avec astreinte

| Emplois | Obligations liées à l'octroi du logement |
|--|---|
| <i>Agent polyvalent des services techniques – Coordinateur des services techniques</i> | <i>Astreinte lors de certaines manifestations communales et / ou associatives</i> |
| | |
| | |

- ✚ **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout acte y afférent ;

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Jean-Louis CIANFARANI

A handwritten signature in black ink, likely belonging to Jean-Louis Cianfarani, the secretary.

Pour copie conforme,
Valencin, le 22/10/2024
Transmis à la sous-préfecture
Le 23/10/2024